

Rencontre avec les clubs de prévention spécialisée de Seine-Saint-Denis

Mercredi 11 février 2009

intervention de

Pascal Popelin

Vice-président du Conseil général
Premier adjoint au maire de Livry-Gargan

11 II 09

Mesdames, Messieurs,

En tout premier lieu, je voudrais vous dire tout le plaisir que j'ai de vous accueillir ce soir, ici dans les locaux du Conseil général, à l'occasion de cette rencontre qui – j'en ai bien conscience – répond à une forte attente de votre part.

Je souhaitais en effet, près d'un an après la mise en place de l'exécutif départemental conduit par Claude Bartolone et après notre première rencontre du 7 avril 2008, échanger avec vous sur les projets en cours et sur les ambitions que nous pouvons porter, les uns et les autres, en matière de développement des activités de la prévention spécialisée.

Je veux aussi réaffirmer devant vous un certain nombre d'engagements que le Département entend tenir, dans un contexte qui est, vous le savez, particulièrement tendu, ce qui est toujours de nature à susciter les plus vives inquiétudes sur la pérennité des actions.

Ce contexte, quel est-il ?

D'une part, une incertitude totale quant à l'avenir du Conseil général de la Seine-Saint-Denis dans le paysage administratif français. Vous le savez, sa disparition pure et simple peut être retenue dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales, que le président de la République a engagée, dont on ne connaîtra les contours définitifs que trop tardivement. Au-delà de toutes les conséquences qui pourraient résulter d'une telle décision, se pose notamment la question du sort qui sera alors réservé aux associations d'action sociale, partenaires privilégiés des Départements, qui en assurent aujourd'hui l'essentiel du financement.

S'agissant du secteur de la prévention spécialisée, je prends pleinement la mesure de l'enjeu posé par la réforme. Nous savons en effet que l'échelon départemental est de loin le plus pertinent pour la mise en œuvre d'un accompagnement éducatif efficace dans les zones où se manifestent des risques d'inadaptation sociale. Nous savons aussi que si ce secteur venait à relever de la responsabilité de l'Etat, il aurait à souffrir de la conception répressive que l'actuel gouvernement incline à développer, dès lors qu'il s'intéresse à la prise en charge des jeunes en difficulté.

Le combat pour la défense de l'utilité sociale des modes opératoires que vous avez su développer, nous devons, si besoin est, le mener ensemble.

D'autre part, l'état des finances du Conseil général de la Seine-Saint-Denis s'est considérablement dégradé au cours de ces dernières années, en raison principalement des conditions extrêmement défavorables dans lesquelles sont intervenus les derniers transferts de compétences de 2004. Je ne reviendrai pas ici sur le détail de la facture que nous pourrions adresser à l'Etat, si celui-ci se tenait à son engagement initial de compenser à l'euro près les charges induites par les responsabilités qui nous incombent désormais. J'aurai l'occasion d'y revenir demain, lors du débat d'orientations budgétaires pour 2009, devant l'Assemblée départementale.

Ce qui est certain, c'est que cette situation – aggravée par les dommages collatéraux issus de la crise économique que traverse notre pays – nous invite à être particulièrement attentifs à la pertinence et à l'utilité de chacune de nos dépenses, qu'elle soit nouvelle ou qu'elle relève de décisions plus anciennes. Il s'agit là d'une nécessité, si nous voulons maintenir un niveau d'intervention à la hauteur de nos ambitions sans pour autant accroître massivement la fiscalité locale.

En dépit de l'ampleur de ces difficultés, l'exécutif départemental a souhaité réaffirmer sa volonté d'accorder une attention toute particulière au développement des politiques publiques à destination de l'enfance et de la famille, érigée en priorité du mandat en cours. Cela s'est traduit de manière très concrète par l'adoption du plan de relance des modes d'accueil de la petite enfance, pour lequel nous nous sommes financièrement engagés dans la durée, à hauteur de 10 millions d'euros annuels.

Le secteur de la prévention spécialisée n'a pas non plus eu à souffrir des contraintes budgétaires auxquelles nous sommes soumis. Bien au contraire, nous avons pris le parti de vous donner les moyens de consolider les nombreuses actions relevant de votre champ d'intervention.

En témoigne notamment, le niveau de financement consacré pour 2009 à vos associations respectives, qui portera l'effort total du Département dans ce domaine à près de 14 millions d'euros. Cet engagement se situe dans la continuité des abondements conséquents intervenus les années précédentes, qui ont permis la création de 50 nouveaux postes. C'est dire tout l'intérêt que nous portons au bon déroulement de vos activités. Clairement, je dois cependant dire, à regret, qu'il nous est impossible aujourd'hui d'aller au-delà, même si des nécessités le justifieraient. Je pense aux communes du département qui ont sollicité une extension de l'intervention des clubs de prévention, soit parce qu'elles sont totalement dépourvues de ce type d'actions, soit parce que certains territoires appellent à une présence accrue de professionnels de terrain.

Voyons le bon côté des choses : cette demande confirme la pertinence du mode d'accompagnement social que vous êtes aujourd'hui en mesure de développer sur 26 communes et, depuis peu, 54 quartiers.

Les demandes émanant des municipalités seront naturellement instruites avec la plus grande attention. Vous l'aurez toutefois compris, il nous sera difficile d'y répondre favorablement à court terme, notamment là où cela impliquerait un engagement financier supplémentaire de la part du Conseil général. Les seules marges de manœuvre dont nous disposons dans ce domaine résident en réalité dans les efforts que vous voudrez bien consentir en termes d'optimisation de vos moyens. Et j'ai bien conscience que cette démarche a d'ores et déjà été entreprise par l'ensemble des associations.

Ces éléments étant rappelés, permettez-moi à présent d'évoquer les sujets qui vont communément nous occuper pour les mois à venir.

D'abord, nous ne pouvons faire l'économie d'une véritable réflexion sur les améliorations à apporter aux relations partenariales qui nous unissent. Les orientations relatives à la prévention spécialisée - adoptées par l'Assemblée départementale en 2002 - ne sont plus adaptées aux évolutions d'ordre sociétal qui touchent le secteur de la protection de l'enfance.

A charge pour le Conseil général – en tant que principal financeur de vos activités – de proposer un nouveau cadre de référence, devant servir de point d'appui pour la définition de vos propres priorités d'intervention. Je compte sur votre implication, en votre qualité de professionnels de terrain, afin d'être force de proposition et d'accompagner le Département dans cette démarche.

Dans ce cadre, les travaux relatifs à l'élaboration du schéma départemental de protection de l'enfance, qui devraient être engagés très prochainement et auxquels vous serez naturellement associés, permettront de poser les bases des nouvelles orientations pouvant être apportées dans le domaine de la prévention spécialisée.

J'en viens maintenant, pour terminer cette introduction à nos débats, au renforcement de l'intervention de vos associations à l'intérieur et aux abords des collèges, dont 20 ont été retenus pour l'expérimentation des nouvelles mesures éducatives, que l'exécutif départemental a souhaité mettre en place.

Il nous aura finalement fallu près d'un an – le temps du pragmatisme, des compromis et des levées de réticences exprimées de part et d'autre – pour faire aboutir ce projet qui entre désormais dans sa phase de réalisation la plus active.

La convention cadre élaborée conjointement par le Département et l'Inspection Académique, a été soumise au vote de la Commission permanente du Conseil général au début du mois de janvier dernier et devrait faire l'objet d'une signature officielle par les deux parties dans les plus brefs délais. Vous y serez naturellement conviés. Les travaux d'élaboration des conventions territorialisées qui engageront les associations d'une part et les établissements d'autre part, ont également bien avancé, 5 d'entre elles ayant été d'ores et déjà conclues. La prochaine étape réside donc dans la mise en place effective du dispositif sur le terrain.

Je sais toute la bonne volonté que vous avez consentie à mettre à la concrétisation de ce projet. Je tiens à ce titre à vous adresser mes remerciements pour la qualité de l'ensemble du travail que vous vous appliquez à mener auprès des jeunes les plus en difficultés. Elle contribue à faire des associations de prévention spécialisée des acteurs incontournables des politiques de la protection de l'enfance conduites par le Conseil général.

Soyez assurés que dans les fonctions qui sont les miennes, j'en demeure un défenseur actif et attentif.